



**ETABLISSEMENT DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE
HABILITE A PASSER DES MARCHES EN VERTU DE LA DELEGATION DU
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE CLERMONT-FERRAND**

conformément à la loi n°2016-41 du 26/01/2016 de modernisation du système de santé et de la convention constitutive du GHT Allier - Puy-De-Dôme, et au décret 2017-701 du 02 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du code de la santé publique, au sein des groupements hospitaliers de territoire

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
CCAP 25-GHTA-0073**

CONTROLES ET VERIFICATIONS PERIODIQUES REGLEMENTAIRES

**REQUALIFICATION OPERATIONNELLE
DES STERILISATEURS,
DES LAVEURS-DESINFECTEURS, DES CABINES DE LAVAGE
ET QUALIFICATION DE PERFORMANCES
DES THERMO-SOUDEUSES**

POUR LES ETABLISSEMENTS DU GHT TERRITOIRES D'AUVERGNE

SOMMAIRE

Table des matières

- 1 - Dispositions générales du contrat.....	3
1.1 - Objet du contrat.....	3
1.2 - Décomposition du contrat.....	3
1.3 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	3
1.4 - Modification du marché.....	4
- 2 - Pièces contractuelles	4
- 3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	4
- 4 - Durée et délais d'exécution.....	5
4.1 - Durée.....	5
4.2 - Délai d'exécution	5
- 5 - Prix	5
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	5
5.2 - Modalités de variation des prix.....	5
- 6 - Garanties Financières	6
- 7 - Avance	6
- 8 - Modalités de règlement des comptes.....	7
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	7
8.2 - Présentation des demandes de paiement.....	7
8.3 - Délai global de paiement.....	8
8.4 - Paiement des cotraitants	8
- 9 - Conditions d'exécution des prestations.....	8
9.1 - Décision de poursuivre	Erreur ! Signet non défini.
9.2 - Intégration en cours de marché par les membres du GHT	Erreur ! Signet non défini.
- 10 - Garantie des prestations.....	8
- 11 - Pénalités	8
11.1 - Pénalités de retard.....	8
- 12 - Assurances.....	9
- 13 - Résiliation du contrat	9
13.1 - Conditions de résiliation	9
13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	9
- 14 - Règlement des litiges et langues.....	9
- 15 - Dérogations	10

- 1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent : contrôles et vérifications périodiques réglementaires.

Le présent marché a pour objet la réalisation de contrôles et vérifications périodiques réglementaires des requalifications opérationnelles des stérilisateur vapeur, laveurs-désinfecteurs et qualification de performance des thermo-soudeuses

Elle porte sur les sites des établissements du GHT Territoires d'Auvergne.

La durée des marchés issus de cette consultation concerne les contrôles périodiques des années 2025, 2026, 2027, 2028 et 2029 (de septembre à septembre).

Lieux d'exécution :

Le Groupement Hospitalier de Territoires d'Auvergne s'étend sur les départements du Puy-de-Dôme et de l'Allier

Acheteur référent : Groupement Hospitalier des Territoires d'Auvergne Etablissement support CHU de Clermont-Ferrand.

Acheteurs partenaires :

- Département Allier (03)
 - Centre Hospitalier de Montluçon-Néris les bains
 - Centre Hospitalier de Moulins-Yzeure
 - Centre Hospitalier de Vichy
- Département Puy de Dôme (63)
 - Centre Hospitaliers de Thiers
 - Centre Hospitalier Universitaire de Clermont-Ferrand
 - Centre Hospitalier d'Issoire

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations concernent : Requalification opérationnelle stérilisateur, laveurs-désinfecteurs et qualification de performance des thermo-soudeuses

1.3 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par la ou les personnes habilitée(s) dans chaque service concerné au sein de chaque établissement.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

1.4 - Modification du marché

Conformément aux articles R2194-1 et R2194-7 du code de la commande publique le marché pourra être modifié concernant :

- Changement de titulaire du marché quelle qu'en soit la cause sous réserve que le nouveau titulaire présente au moins des capacités juridiques, financières, techniques et professionnelles comparables ou supérieures à celles attendues lors de l'attribution du marché.

Dans ce cas, le titulaire initial s'engage à prévenir le coordonnateur du groupement des lots concernés et des coordonnées du reprenneur au moins un mois avant la date de changement de titulaire.

- Modification du bon de commande en cas de retrait de l'installation à contrôler ou d'intégration d'un nouveau matériel. Le bon de commande sera actualisé annuellement selon le parc existant au moment de l'émission du bon.
- Intégration en cours de marché par les membres du GHT :
En effet les établissements composant le Groupement Hospitalier de Territoires d'Auvergne disposant de matériel soumis à cette prestation peuvent être ajoutés à ce contrat.
Un avenant au marché initial sera réalisé, accompagné des différentes pièces suivantes : Décomposition des prix globaux forfaitaires.
Description des quantitatifs et estimatifs et des 2 annexes sur les cycles.
Et ce pour chaque établissement.

Le montant maximum du marché ne peut être dépassé du fait de cette intégration.
De plus les prix et les prescriptions technique déjà définis doivent être respectés par le titulaire.

- 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes dont le bordereau des prix ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe laïcité ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire technique du titulaire.

- 3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les équipes de l'attributaire sont tenues à la confidentialité sur les patients rencontrés en établissement de santé.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

- 4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de la date de notification du marché.

Le marché est reconductible 3 fois par période de 12 mois.
Cette reconduction est tacite.

En cas de reconduction tacite, le Pouvoir Adjudicateur peut décider de ne pas reconduire le marché, une fois la période initiale écoulée. Dans ce cas le Pouvoir Adjudicateur enverra au titulaire du marché, au plus tard deux mois avant la fin de la durée de validité du marché, une décision de non reconduction, par lettre recommandée avec A.R.

4.2 - Délai d'exécution

Conformément au CCTP.

Rédaction et envoi des rapports un mois maximum après l'exécution des prestations conformément au CCTP.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires et forfaitaires selon Bordereau de prix.

Les prix comprennent toutes les dépenses nécessaires pour la réalisation des prestations demandées. Aucune autre facturation ne sera acceptée.

5.2 - Modalités de variation des prix

Le prix de règlement est le prix de l'offre pour toute la durée du marché.

Le prix de règlement est le prix de l'offre pour une première période de 12 mois à compter de la date de prise d'effet du marché.

Passé ce délai, le prix est révisable en hausse ou en baisse dans les conditions suivantes :
Le titulaire doit adresser aux représentants de chaque établissement concerné par le marché, par envoi recommandé avec accusé de réception (papier ou électronique) sa nouvelle proposition accompagnée de tous les justificatifs, au plus tard 2 mois avant l'expiration de la période contractuelle.

Si aucun réexamen n'est effectué à cette date, les prix et/ou modalités précédents seront contractuellement considérés comme les prix et/ou modalités en vigueur pour une nouvelle période de 12 mois.

Clause butoir : Dans tous les cas, la hausse des tarifs sera limitée à 1.5% à chaque revalorisation.

Clause de sauvegarde : Si des variations importantes et imprévisibles sont susceptibles de modifier de façon substantielle l'économie du marché, le titulaire doit en informer le représentant du pouvoir adjudicateur sans délai par Lettre Recommandée avec A.R. dûment accompagnée des pièces justificatives de l'évolution du cours officiel de la prestation concernée et de la décomposition exacte du prix de revient.

Dans tous les cas, aucune modification de prix ne peut intervenir sans un accord express du représentant du pouvoir adjudicateur. En cas de désaccord, le marché peut prendre fin selon la décision du pouvoir adjudicateur, sans indemnité pour le titulaire pour la partie non exécutée des marchés.

Réglementation :

Si au cours de la période d'exécution du marché, le prix des prestations jusqu'alors libre, venait à être plafonné par la réglementation, le prix du marché ne pourrait être supérieur au prix plafonné, à partir de la date d'effet de celui-ci.

- **6 - Garanties Financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

- **7 - Avance**

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

- **8 - Modalités de règlement des comptes**

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Les factures seront présentées après réalisation des contrôles et remise des rapports demandés qui doivent être établis au plus tard 30 jours après la fin des visites. Elles seront détaillées par type d'équipement, bâtiments et établissement.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-FCS et seront établies en un original et 2 copie(s) portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- la date de facturation.
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

Département Allier (03)

- Centre Hospitalier de Montluçon-Néris les bains
18, Avenue du 8 Mai 1945, 03100 Montluçon
- Centre Hospitalier de Moulins-Yzeure
10, avenue du Général de Gaulle, 03000 Moulins
- Centre Hospitalier de Vichy
Boulevard Denière, 03200 Vichy

Département Puy de Dôme (63)

- Centre Hospitalier de Thiers
Route de Fau, 63300 Thiers
- Centre Hospitalier Universitaire de Clermont-Ferrand
58, rue Montalembert 63000 Clermont-Ferrand
- Centre Hospitalier d'Issoire
13, rue du docteur Sauvat 63500 Issoire

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement ou de la date de remise des rapports si celle-ci est postérieure.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse d'exécution :

Département Allier (03)

- Centre Hospitalier de Montluçon-Néris les bains
- Centre Hospitalier de Moulins-Yzeure
- Centre Hospitalier de Vichy

Département Puy de Dôme (63)

- Centre Hospitalier de Thiers
- Centre Hospitalier Universitaire de Clermont-Ferrand
- Centre Hospitalier d'Issoire

- 10 - Garantie des prestations

Aucune garantie n'est prévue.

- 11 - Pénalités

11.1 - Pénalités de retard

En cas de retard :

- par rapport aux dates de visite mentionnées dans le CCTP de chaque lot
 - dans la remise du rapport détaillé dans les délais fixés au CCTP de chaque lot,
- le titulaire encourt par jour de retard et sans mise en demeure préalable, des pénalités fixées à 50,00 € par jour de retard. Cette pénalité est limitée à 30% de la valeur de la prestation de l'année considérée.

D'autre part, les établissements du GHT Territoires d'Auvergne peuvent procéder à compter d'une date fixée par lettre recommandée avec accusé de réception, et pour le même motif que ci-dessus, à l'exécution par défaut aux torts du titulaire et/ou à la résiliation du marché sans formalité ni indemnité, sur la seule constatation du retard d'exécution, de mauvaise exécution ou de défaut d'exécution.

Les deux procédures peuvent être engagées l'une après l'autre ou simultanément.

Par dérogation au CCAG, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités journalières de retard.

- 12 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

- 13 - Résiliation du contrat

13.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont les suivantes :

En cas de manquement à l'une des clauses de la consultation, le marché peut être résilié par l'un des établissements du GHT, par lettre recommandée avec accusé de réception, sans préavis, ni indemnité.

Dans tous les cas de résiliation une indemnité peut être imposée au titulaire permettant aux établissements du GHT de compenser le surcoût (éventuel) d'exécution des prestations.

13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

- 14 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Clermont-Ferrand est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

- **15 - Dérogations**

- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge aux articles 29 à 36 du CCAG - Fournitures Courantes et Services